

Une attaque contre les travailleurs immigrés est une attaque contre tous les travailleurs

Le 18 octobre, le Premier ministre Barnier et le ministre de l'Intérieur Retailleau sont allés faire ami-ami avec deux ministres du gouvernement d'extrême droite italien à la frontière franco-italienne. En ligne de mire : les migrants, auxquels une loi en préparation promet de pourrir un peu plus la vie en France. Mais que cherche exactement le gouvernement français ?

Des mesures criminelles...

Cette loi, annoncée pour 2025, étendra de trois à sept mois la durée maximale de la rétention avant expulsion. Elle pourrait aussi carrément punir le séjour irrégulier de peines de prison. Barnier cherche aussi des pays où les renvoyer, comme Meloni vient de le faire avec l'Albanie même si la justice italienne a déclaré cette déportation illégale. Il y a peu, le Royaume-Uni envisageait d'envoyer les demandeurs d'asile au Rwanda. Pour le gouvernement français, les candidats seraient l'Égypte, l'Irak, le Rwanda, le Kazakhstan... que des dictatures. La France serait prête à leur donner des centaines de millions d'euros par an pour leur soustraire l'enfermement des migrants.

L'Italie verse déjà de l'argent à la Tunisie et la Libye, auxquels l'Union européenne ajoute la Turquie. Dans ces trois pays, les migrants sont parqués dans de vrais camps de concentration, d'où ils ne peuvent sortir que pour se faire exploiter dans des conditions dignes de l'esclavage le plus barbare. Car ces « esclaves » ne coûtent rien à leur maître, ce dernier ne perd rien à les tuer littéralement à la tâche... Et si ça ne suffit pas, des flics ou des militaires les raflent et les larguent en plein désert, sans nourriture, ni abri, ni eau.

... et stupides

Retailleau en veut aussi à l'aide médicale d'État (AME), destinée aux personnes touchant moins de 10 000 euros par an (donc à une minorité de migrants, puisque presque tous travaillent). Elle donne accès à des soins de base. Les médecins dans leur immense majorité soulignent que cette mesure protège toute la société. Laisser sans soins une personne atteinte d'une maladie de la misère telle que la tuberculose, c'est créer les conditions d'une épidémie qui frapperait tout le monde ! Retailleau et Barnier le savent bien, mais ils s'en moquent.

Une haine de classe

Dans tous nos lieux de travail, les usines ou les chantiers du bâtiment, dans les couloirs des hôpitaux ou les cuisines des restaurants, nous sommes de toutes origines. Les machines ou les outils avec lesquels nous travaillons ne font pas de différence entre nous. Alors que les cadences deviennent partout plus dures, nous sommes obligés de nous serrer les coudes pour tenir.

À l'heure où plus de 180 plans de licenciements se mettent à tomber, comme dans l'automobile en France (MA France, Valeo, Dumarey, Forvia, Bosch...) et dans toute l'Europe (Volkswagen, Ford, Stellantis...), c'est ensemble que la colère peut nous prendre.

Ce ne sont pas les migrants qui menacent nos emplois, mais les capitalistes, la plupart du temps bien français !

Le gouvernement s'apprête à tailler dans les budgets de la Sécurité sociale et des services utiles à la population (éducation, santé, etc.), pour un montant total de 60 milliards d'euros. Il met à contribution les plus riches pour deux petits milliards, mais augmente la taxe sur l'électricité de trois milliards. De quoi, là encore, nous pousser à la révolte.

Taper sur une partie d'entre nous n'est rien d'autre qu'un moyen de nous affaiblir tous. Les macronistes et la droite prétendent que c'est la montée de l'extrême droite qui les contraint à prendre ces mesures. Ils mentent. Cette politique est bien la leur. C'est celle du capital, de ces ultra-riches qui méprisent les travailleurs de toutes les nationalités, et qui désignent ceux qui sont étrangers comme boucs-émissaires, en espérant que cela nous fera oublier où sont nos vrais ennemis. À nous d'apprendre à voir clair dans leur jeu.

Nous ne sommes jamais plus forts que lorsque nous faisons bloc, ensemble !

Des actionnaires peints en vert !

Suez vient de signer un partenariat avec Renault pour le recyclage des voitures qui sera assuré par l'entreprise Neutral : Renault en possède 80 % et Suez 20%. Suez continue sa politique d'investissements tous azimuts, sous le prétexte de souci écologique et d'«économie circulaire». Pour Renault, l'avantage, c'est de maîtriser l'approvisionnement en matières premières à moindre coût, car recyclées, et de continuer à fabriquer toujours plus de véhicules. Une véritable fuite en avant du point de vue de l'écologie qu'ils prétendent défendre.

Il faut asSéché les patrons voyous

Michaël Flores-Longo – ex-pontier à l'incinérateur de Strasbourg – a obtenu la condamnation de son employeur, le groupe Séché, aux prud'hommes pour licenciement « sans cause réelle et sérieuse ». Son crime ? Officiellement un retard (fictif), officieusement un témoignage au JT France 2 où il dénonce ses mauvaises conditions de travail : l'exposition à des cendres hautement cancérigènes. Comme le dit Michael, en France les gens – notamment dans les usines – taisent leurs conditions de travail de peur de se faire piétiner par leur employeur. En effet ce qu'il a subi ne donne pas envie de l'ouvrir : dépression, neuf mois de galère pour retrouver un travail et obligé de retourner vivre chez sa mère. Pourtant il faut le dénoncer et faire condamner les patrons voyous. Pour être mieux protégé, la solution peut venir de grèves collectives comme le firent les ouvriers de l'incinérateur en 2014 contre l'amiante.

Ubisoft : Réduction à 2 jours de télétravail, 3 jours de grève en riposte

L'entreprise de jeu vidéo Ubisoft a récemment annoncé vouloir imposer 3 jours de présentiel obligatoire pour l'ensemble de ses salariés en France, réduisant ainsi le nombre de jours de télétravail autorisés à 2 par semaine. En réponse, les salariés ont lancé une grève de 3 jours, comptant 700 grévistes et plusieurs piquets de grève qui se sont montés devant les studios. Les travailleurs d'Ubisoft ont raison de riposter face aux attaques croissantes des entreprises contre les conditions de travail.

Le télétravail remis en cause ?

Amazon a récemment annoncé qu'ils allaient arrêter le télétravail pour l'ensemble de leurs salariés dans le monde à partir de 2025. On observe une volonté de réduction du télétravail chez les entreprises américaines, qui se ressent aussi chez les entreprises en France.

Le télétravail avait d'abord été encouragé par les entreprises pour maintenir leur activité pendant la pandémie, aujourd'hui elles veulent revenir dessus dans une optique de productivité. Quelque soit la politique du patronat en la matière, il le fait avec une logique de profit, sans se soucier de comment cela va impacter la vie des travailleurs. Et pour beaucoup de salariés, perdre le droit au télétravail signifie devoir complètement réorganiser sa vie personnelle.

Berlin : le chœur hypocrite des dirigeants occidentaux sur Gaza

À l'issue d'une réunion à Berlin, le chancelier allemand Olaf Scholz, le Premier ministre britannique Keir Starmer, le président américain Joe Biden et Emmanuel Macron ont appelé à mettre fin à la guerre à Gaza, suite à la mort du chef du Hamas, Yahya Sinouar. Ils ont souligné « la nécessité immédiate de ramener les otages (israéliens) dans leurs familles, de cesser la guerre à Gaza et de garantir que l'aide humanitaire atteigne les civils ». En laissant tout cela au bon vouloir de Netanyahu que Biden avait d'ailleurs tenu à féliciter au téléphone après l'assassinat de Sinouar. En fait ils font tous mine de s'apitoyer sur les victimes et de vouloir réfréner les ardeurs meurtrières de l'État sioniste tout en continuant à le soutenir militairement et économiquement. Une hypocrisie qui ne trompe plus grand monde.

POUR CONSTRUIRE UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET DES TRAVAILLEUSES COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

SOUTENEZ LE
NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

DONNEZ À LA SOUSCRIPTION

OBJECTIF
50 000 €

npa-revolutionnaires.org/souscription